ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Ministre de l'Intérieur, le 17 novembre 1978, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "fixant les conditions et modalités de nomination des receveurs régionaux", a donné le 8 janvier 1979 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 17e november 1978 door de Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot vaststelling van de voorwaarden en de wijze van benoeming van de gewestelijke ontvangers", heeft de 8e januari 1979 het volgend advies gegeven

OBSERVATIONS GENERALES.

Comme son intitulé l'indique, le projet tend, conformément à l'article 114, alinéa 2, de la loi communale, à fixer les conditions et modalités de la nomination des receveurs régionaux.

Etant donné que le projet subordonne à la réussite d'un examen de recrutement, la faculté d'être nommé à un emploi de receveur régional, il est normal qu'il détermine les règles essentielles applicables à cet examen.

A. Cependant, en beaucoup de ses articles, le projet ne se borne pas à énoncer des règles essentielles. Il dispose au sujet de questions d'importance secondaire ou même au sujet de questions ayant trait à la simple organisation matérielle des épreuves.

Une telle observation peut, notamment, être faite pour l'article 4, alinéa 2, pour l'article 9, alinéa 1er, seconde phrase, et alinéa 2, ainsi que pour les articles 12, 13, 14, 15, 16, 19 et 21.

Sans doute les articles du projet qui viennent d'être énumérés reproduisent-ils, généralement mot pour mot, des dispositions en vigueur. Mais il s'agit précisément de dispositions contenues dans l'arrêté qui a été pris le 17 décembre 1969 par le Secrétaire permanent au recrutement et qui porte le règlement d'ordre relatif à l'organisation des concours et examens institués en vue du recrutement et de la carrière des agents de l'Etat. Cet élément met en relief le caractère particulier des prescriptions ici examinées.

L'arrêté en projet gagnerait beaucoup en clarté si le Gouvernement en retirait les dispositions qui se bornent

.../...

à régler dans le détail et parfois, à propos de questions purement matérielles, l'organisation de l'épreuve de recrutement. Ces dispositions formeraient un second arrêté ayant l'objet qui vient d'être énoncé.

Le Roi ne peut certes déléguer un pouvoir de nature réglementaire que dans une mesure très limitée. Mais l'attribution au Ministre de l'Intérieur, de la mission d'établir le règlement d'ordre relatif à l'organisation de l'examen de recrutement des receveurs régionaux, n'excède pas la mesure dans laquelle une telle délégation est autorisée.

Celle-ci aurait l'avantage de permettre une modification ultérieure plus aisée des dispositions secondaires qui ont été citées plus haut. Il appartiendra au Gouvernement d'apprécier si le projet ne devrait pas être revu et scindé en ce sens.

B. Pour l'examen de recrutement qu'il impose, le projet institue un jury et fixe la composition de celui-ci. Aux termes de l'article 4, le jury comprend le greffier provincial, deux fonctionnaires de l'Etat en activité de service, revêtus d'un grade du rang 13 au moins, et deux professeurs de l'enseignement supérieur, en activité ou retraités, désignés par le Ministre de l'Intérieur.

Selon l'article 7, alinéa ler, du projet, le président répartit entre les membres du jury, les différentes opérations auxquelles donnent lieu les examens.

Ce même article 7 énonce, en ses alinéas 2 et 3, que certaines missions sont remplies soit par deux, soit par trois membres du jury.

.../...

Mais il paraît ressortir des articles 20, 21 et 22 du projet qu'une délibération de l'ensemble des membres du jury est exclue sauf lorsqu'il s'agit d'apprécier s'il y a lieu de tenir compte des feuilles de brouillon.

Le projet témoigne donc sur ce point d'une certaine incohérence à laquelle il s'indiquerait que le Gouvernement mette fin en précisant les pouvoirs du jury.

+

\+ +

PREAMBULE.

Compte tenu de l'existence de l'article 114 de la loi communale, la citation au préambule de l'article 66, alinéa 2, de la Constitution est superflue.

DISPOSITIF.

Article ler.

La rédaction suivante est proposée :

"Article ler.-

Nul ne peut être nommé receveur régional s'il ne remplit les conditions générales ci-après :

.../...

1° être Belge;
2° jouir des droits civils et politiques;
3° être de conduite irréprochable;
4° satisfaire aux lois sur la milice ou à la loi du 3 juin 1964 portant statut des objecteurs de conscience;
5° le jour de l'entrée en stage, être âgé de 24 ans au moins, et ne pas avoir dépassé l'âge de 50 ans;
6° posséder les aptitudes physiques requises pour l'exercice de la fonction, constatées par le Service médico-social de l'Etat;
7° avoir réussi un examen de recrutement devant le jury prévu à l'article 4".

Article 2.

L'alinéa 2 ne prévoit pas l'admission à l'examen des agents des agglomérations et des fédérations de communes. Il semble que cette omission soit involontaire.

Il résulte des renseignements fournis au Conseil d'Etat que, dans l'intention du Gouvernement, les lauréats d'un examen de recrutement ne peuvent être nommés à un emploi de receveur régional que dans la province dans laquelle ils ont réussi l'examen. Cette intention serait mieux traduite dans le texte proposé ci-après.

Par ailleurs, l'expression "sous la responsabilité du gouverneur" n'a pas de portée juridique précise.

Le texte suivant est proposé :

.../...

"Article 2.-

Le Ministre de l'Intérieur fixe le programme des examens. Ceux-ci comportent des épreuves écrites, dont une épreuve de formation générale ayant pour thème le sujet d'une conférence et une épreuve orale. Les examens sont organisés, pour chaque province, par le gouverneur.

Peuvent participer à l'examen de recrutement, les candidats qui sont titulaires d'un diplôme ou d'un certificat d'études pris en considération pour le recrutement dans les emplois du niveau 1 dans les administrations de l'Etat (la suite comme au projet, à l'exception du dernier alinéa)".

Article 3.

. Cet article serait mieux rédigé comme suit :

"Article 3.-

L'annonce des examens est publiée au Moniteur belge et dans les principaux journaux régionaux désignés par le Gouverneur.

Cette annonce indique la langue et l'enjeu de l'épreuve, les délais et les modalités d'inscription à celle-ci, ainsi que les conditions d'accès aux emplois à conférer et les traitements attachés à ceux-ci".

Article 4.

L'article 4 serait mieux à sa place après les articles 5 et 6. De cette façon, les dispositions relatives

.../...

à l'annonce des épreuves et à l'inscription à celles-ci seraient groupées, de même que les dispositions relatives au jury.

Article 5.

L'article exige pour l'inscription à l'épreuve de recrutement prévue par le projet, le paiement d'un droit s'élevant à deux cents francs.

Un tel droit constitue une rétribution au sens de l'article 113 de la Constitution et ne peut dès lors être établi que par la loi ou en vertu de la loi. C'est ce que le Conseil d'Etat a observé dans son avis sur le projet (1) devenu la loi du 29 mars 1953, relative aux examens et concours organisés par les administrations de l'Etat.

Selon ses termes mêmes, la loi du 29 mars 1953 habilitait le Roi à "fixer le montant du droit d'inscription" pour tous les "examens et concours organisés par les administrations de l'Etat".

Dès l'instauration d'un statut commun à l'ensemble des agents de l'Etat, c'est le secrétaire permanent au recrutement qui a été chargé de l'organisation des épreuves destinées au recrutement de ceux-ci (texte originel de l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, article 36; arrêté royal du 20 janvier

.../...

---

(1) Avis L. 2091/1 du 23 juin 1951 : doc. parl. Ch. sess. 1952-1953, n° 35, pages 2-3.

1939 déterminant le fonctionnement et les attributions du Secrétariat permanent de recrutement, article 1er). Ultérieurement, le Gouvernement a adopté une réforme qui consiste à permettre au Secrétaire permanent - selon des modalités qui ont varié - de confier, avec l'accord du ministre intéressé, au secrétaire général du ministère, au chef d'administration, au chef de service, l'organisation de la totalité ou d'une partie d'épreuves déterminées (arrêté royal du 2 octobre 1937, article 21, modifié successivement par les arrêtés des 16 mars 1964, 17 septembre 1969 et 4 décembre 1975). Par ailleurs, l'arrêté royal du 8 janvier 1973 fixant le statut du personnel de certains organismes d'intérêt public a rendu applicables aux agents des organismes qu'il énumère en son article 1er, l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat et l'arrêté royal du 17 septembre 1969 concernant les concours et examens organisés en vue du recrutement et de la carrière des agents de l'Etat. Les règles ainsi établies par la voie de références ont pour effet de donner compétence au Secrétaire permanent au recrutement pour l'organisation des épreuves destinées au recrutement des agents des organismes indiqués.

A la suite des changements qui s'étaient produits concernant, d'une part, les épreuves de recrutement des agents de l'Etat et, d'autre part, les épreuves de recrutement des agents de certains organismes d'intérêt public, le législateur a estimé nécessaire d'adopter une loi nouvelle au sujet du droit d'inscription : il s'agit de la loi du 5 décembre 1974 relative au droit d'inscription aux examens et concours organisés par le Secrétaire permanent au recrutement.

.../...

Il apparait clairement des travaux préparatoires de la loi que celle-ci a eu pour but de donner un fondement juridique à la perception d'un droit d'inscription pour la participation à une épreuve qui serait sans doute organisée par le Secrétaire permanent au recrutement, mais le serait en vue du recrutement à un emploi d'un organisme d'intérêt public et non à un emploi d'une administration de l'Etat (exposé des motifs : doc. parl. Sénat, sess. 1973-1974, n° 53; rapport fait par M. WYNINCKX au nom de la Commission de l'Intérieur et de la Fonction publique : doc. parl. Sénat, sess. 1973-1974, n° 94; rapport fait par M. COENS au nom de la Commission des Affaires générales et de la Fonction publique : doc. parl. Chambre, sess. extr. 1974, n° 172/2).

L'article 1er de la loi du 5 décembre 1974 est rédigé comme suit :

"Article 1er.-

Le Roi peut subordonner à un droit d'inscription la participation aux examens et concours qu'organise le Secrétaire permanent ou l'autorité à laquelle il donne délégation à cette fin. Il détermine le montant et les modalités de paiement de ce droit".

Les indications qui ont été données plus haut au sujet de la détermination de l'autorité compétente pour organiser les épreuves de recrutement permettent d'affirmer qu'en s'exprimant comme il l'a fait dans l'article reproduit, le législateur de 1974 s'est référé aux modalités fixées depuis la réforme opérée en 1964 : en principe, c'est le Secrétaire permanent qui organise les épreuves de recrutement mais le Secrétaire permanent peut, avec l'accord du ministre intéressé, confier cette mission au secrétaire général, au chef d'administration ou au chef de service.

.../...

En raison de son texte, l'article 1er de la loi du 5 décembre 1974 ne vise donc que les épreuves de recrutement organisées par le Secrétaire permanent au recrutement ou par le haut fonctionnaire auquel le Secrétaire permanent donne délégation. L'article cité n'est donc pas applicable à l'épreuve prévue par le projet pour le recrutement de receveurs régionaux puisque, dans le système du projet, l'organisation de l'épreuve est confiée directement par le Roi au Gouverneur de province (article 2 du projet).

L'article 5 du projet est, par conséquent, dépourvu de fondement légal et doit être omis.

Article 6 (devenant l'article 4).

Le second alinéa devrait être rédigé comme suit :

"La demande doit être accompagnée d'une copie ou d'une photocopie des diplômes ou certificats d'études requis pour la participation aux examens : ces copies et photocopies doivent être certifiées conformes par l'administration communale".

Article 4 (devenant l'article 5).

Le premier alinéa serait mieux rédigé comme suit :

"Le jury est composé de cinq membres :

1° le greffier provincial, membre de droit, président,

.../...

2° deux fonctionnaires de l'Etat en activité de service, revêtus d'un grade du rang 13 au moins, et deux professeurs de l'enseignement supérieur, en activité ou retraités, désignés par Notre Ministre de l'Intérieur, assesseurs.

Le Conseil d'Etat se doit d'observer pour le surplus, que les membres du jury n'ont pas de suppléant.

Le second alinéa pourrait être rédigé plus simplement comme suit, les tâches matérielles du secrétaire étant évidentes :

"Le jury est assisté par un secrétaire désigné par le président".

+

\+ +

C'est sous le bénéfice de l'observation générale ci-dessus (B) que les dispositions particulières qui suivent sont examinées.

Article 7.

Cet article serait mieux à sa place après l'article 8 du projet qui a trait à la composition du jury.

A l'alinéa 3, les mots "prennent part" ne sont pas adéquats pour définir le rôle des trois membres du jury appelés, semble-t-il, à se prononcer sur l'épreuve de conversation.

.../...

Article 8.

Cette disposition serait mieux rédigée comme suit :

"Article ...

Aucun membre du jury ne peut émettre d'appréciation (ou participer à la délibération) lorsque le candidat est, soit son conjoint, soit un parent ou un allié jusqu'au quatrième degré inclusivement".

Article 9.

Il semble que la seconde phrase de l'alinéa 1er, ait pour objet de régler les modalités des avis prévus par la première phrase de cet alinéa.

On peut se demander dans quelle mesure des modalités aussi minutieuses doivent figurer dans l'arrêté royal en projet.

Si la disposition n'avait pas cette portée, elle devrait être rédigée de manière moins équivoque.

Article 10.

Telle qu'elle est rédigée, la seconde phrase de cet article a une portée trop limitée. Elle serait mieux rédigée comme suit, sur le modèle de l'article 11 de l'arrêté du Secrétaire permanent au recrutement du 17 décembre 1969:

.../...

"Nul autre n'en reçoit connaissance tant que la conférence n'est pas commencée".

Article 12.

La fin de cet article doit se lire comme suit : " ... par le Président qui, s'il échet ...".

Article 13.

A la fin de cet article, il faut écrire :

" ... à rechercher et à empêcher ...".

Article 20.

La fin de l'alinéa 1er doit être rédigée comme suit :

" ... eu le temps d'en recopier une partie".

Suivant l'alinéa 2, "le travail d'appréciation peut être arrêté lorsqu'intervient une cote d'exclusion".

Cette disposition du projet ne précise toutefois ni les cotes affectées aux différentes épreuves ni les critères qui permettent l'attribution d'une cote d'exclusion.

.../...

En l'absence de cette précision, cet alinéa paraît même sans objet perceptible.

Article 23.

A l'alinéa 3, le mot "toutefois" doit être supprimé puisqu'il n'y a pas d'opposition entre cet alinéa et l'alinéa 2.

Article 25.

L'alinéa ler serait mieux rédigé comme suit :

"Après un an de stage le ou les commissaires d'arrondissement transmettent au Gouverneur, un rapport motivé accompagné d'un avis favorable ou défavorable à la nomination à titre définitif".

A l'alinéa 3, le mot "négatif" doit être remplacé par "défavorable".

L'alinéa 4 vise le licenciement sans en préciser la cause. Cette rédaction très générale peut donner lieu à des difficultés en cas, par exemple, de licenciement pour faute avant la fin du stage. Si l'intention du Gouvernement est bien de ne viser que le licenciement consécutif à une décision de refus de nomination en fin de stage, il y a lieu de rédiger la disposition comme suit :

"Le licenciement consécutif à une décision de refus de nomination à titre définitif, doit être précédé ... (la suite comme au projet)".

.../...

Article 26.

Cet article serait mieux rédigé comme suit, sur le modèle de l'article 46 de l'arrêté royal du 2 octobre 1937, portant le statut des agents de l'Etat :

"Article 26.

Avant d'entrer en service, le receveur régional prête serment entre les mains du Gouverneur dans les termes fixés par l'article 2 du décret du 20 juillet 1831".

Article 27.

Le Conseil d'Etat n'aperçoit pas la raison pour laquelle il est dérogé au droit commun en ce qui concerne le moment de l'entrée en vigueur de l'arrêté royal en projet.

ALGEMENE OPMERKINGEN.

Zoals uit het opschrift blijkt, heeft het ontwerp tot doel overeenkomstig artikel 114, tweede lid, van de gemeentewet de voorwaarden en de wijze van benoeming van de gewestelijke ontvangers te bepalen.

Daar het ontwerp bepaalt dat degene die in een betrekking van gewestelijk ontvanger benoemd wil worden, geslaagd moet zijn voor een wervingsexamen, is het normaal dat het ook de essentiële regels stelt die voor dat examen gelden.

A. In heel wat artikelen beperkt het ontwerp zich echter niet tot het stellen van essentiële regels. Het regelt ook minder belangrijke aangelegenheden of zelfs aangelegenheden die alleen de materiële organisatie van de examens betreffen.

Deze opmerking geldt met name voor artikel 4, tweede lid, voor artikel 9, eerste lid, tweede volzin, en tweede lid, alsook voor de artikelen 12, 13, 14, 15, 16, 19 en 21.

De aangehaalde artikelen herhalen weliswaar - doorgaans bijna woordelijk - bepalingen die thans van kracht zijn, maar dat zijn dan juist bepalingen uit het op 17 december 1969 door de Vaste Wervingssecretaris vastgestelde besluit houdende het reglement van orde betreffende de organisatie van de vergelijkende examens en examens ingesteld voor de werving en de loop baan van het rijkspersoneel. Hierdoor treedt het bijzonder karakter van de hier onderzochte voorschriften duidelijk naar voren.

.../...

Het ontwerp-besluit zou veel overzichtelijker worden als de bepalingen die alleen tot doel hebben de organisatie van het wervingsexamen tot in bijzonderheden en soms op zuiver materiële punten te regelen, uit de tekst gelicht en in een afzonderlijk besluit verwerkt zouden worden.

De Koning kan verordeningsbevoegdheid weliswaar slechts in zeer beperkte mate overdragen, maar wanneer hij de Minister van Binnenlandse Zaken belast met het vaststellen van het reglement van orde betreffende de organisatie van het wervingsexamen voor gewestelijke ontvangers, treedt hij niet buiten de grenzen binnen welke een zodanige overdracht van bevoegdheid geoorloofd is.

Een voordeel van een zodanige overdracht zou zijn, dat de hiervoren aangehaalde bijkomstige bepalingen naderhand gemakkelijker gewijzigd kunnen worden. Het is zaak van de Regering te oordelen of het ontwerp niet in die zin herzien en gesplitst behoort te worden.

B. Het ontwerp stelt voor het voorgeschreven wervingsexamen een examencommissie in en bepaalt hoe deze is samengesteld. Luidens artikel 4 is de commissie samengesteld uit de provinciegriffier, twee rijksambtenaren in actieve dienst en twee hoogleraren in actieve dienst of in ruste, aangewezen door de Minister van Binnenlandse Zaken.

Volgens artikel 7, eerste lid, verdeelt de voorzitter de verschillende verrichtingen waartoe de examens aanleiding geven, onder de leden van de commissie.

Dat artikel 7 stelt in het tweede en het derde lid dat bepaalde taken ofwel door twee ofwel door drie commissieleden worden vervuld.

.../...

Maar de artikelen 20, 21 en 22 van het ontwerp schijnen erop te wijzen dat een beraadslaging van alle leden van de commissie samen uitgesloten is, behalve wanneer dient te worden uitgemaakt of met het kladschrift rekening zal worden gehouden.

Op dat punt vertoont het ontwerp enig gemis van samenhang; de Regering kan dat verhelpen door de bevoegdheden van de examencommissie nauwkeuriger te omschrijven.

\+

\+ +

AANHEF.

Wegens het bestaan van artikel 114 van de gemeentewet is de vermelding van artikel 66, tweede lid, van de Grondwet in de aanhef overbodig.

ARTIKELEN.

Artikel 1.

De volgende redactie wordt voorgesteld :

"Artikel 1.-

Niemand kan tot gewestelijk ontvanger worden benoemd indien hij niet voldoet aan de hiernavolgende algemene vereisten :

1° Belg zijn;

2° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

.../...

3° van onberispelijk gedrag zijn;

4° voldoen aan de dienstplichtwetten of aan de wet van 3 juni 1964 houdende het statuut van de gewetensbezwaarden;

5° ten minste 24 jaar zijn op de dag van de aanvang van de stage en de leeftijd van 50 jaar niet overschreden hebben;

6° de voor de uitoefening van het ambt vereiste lichamelijke geschiktheid bezitten op bevinding van de Sociaal-Medische Rijksdienst;

7° geslaagd zijn voor een wervingsexamen afgelegd voor de in artikel 4 bedoelde examencommissie".

Artikel 2.

Het tweede lid bepaalt niet dat aan het examen mag worden deelgenomen door ambtenaren van agglomeraties en federaties van gemeenten. Dat lijkt niet zo gewild te zijn.

Naar aan de Raad van State is verklaard, ziet de Regering het zo dat de geslaagden uit een wervingsexamen alleen in de provincie waar zij geslaagd zijn in een betrekking van gewestelijk ontvanger kunnen worden benoemd. Die bedoeling zou beter tot uiting komen in de hierna voorgestelde tekst.

De wending "onder de verantwoordelijkheid van de gouverneur" heeft geen welbepaalde rechtsinhoud.

De volgende tekst wordt voorgesteld :

"Artikel 2.-

De Minister van Binnenlandse Zaken bepaalt het programma van de examens. Deze omvatten schriftelijke gedeelten,

.../...

waaronder een gedeelte over de algemene vorming met als thema het onderwerp van een voordracht, en een mondeling gedeelte. De examens worden voor elke provincie door de gouverneur georganiseerd.

Aan het wervingsexamen mogen deelnemen de kandidaten die in het bezit zijn van een diploma of van een studiegetuigschrift dat in aanmerking komt voor de werving in de betrekkingen van niveau 1 in de rijksbesturen.

Tot het examen worden eveneens toegelaten de rijksambtenaren en de ambtenaren van provincies, gemeenten (agglomeraties en federaties van gemeenten) en openbare centra voor maatschappelijk welzijn, die aan de volgende vereisten voldoen :

- ten minste zes jaar graadanciënniteit hebben in een graad van niveau 2, of een graad bekleden die gelijkwaardig is aan die van bureauchef (rang 10);

- in het bezit zijn van het diploma of van het getuigschrift afgegeven na het beëindigen van een volledige cyclus van leergangen in de bestuurswetenschappen, die overeenkomt met het door Ons vastgestelde minimumprogramma".

Artikel 3.

Dit artikel zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel 3.-

De examens worden aangekondigd in het Belgisch Staatsblad en in de voornaamste regionale nieuwsbladen welke de gouverneur aanwijst.

.../...

De aankondiging vermeldt de taal en de inzet van het examen, de termijnen en de regels voor de inschrijving alsook de voorwaarden voor toelating tot de te verlenen betrekkingen en de daaraan verbonden wedden".

Artikel 4.

Dit artikel zou beter na de artikelen 5 en 6 komen. Zo worden enerzijds de bepalingen betreffende de aankondiging en de inschrijving, anderzijds die betreffende de examencommissie samengebracht.

Artikel 5.

Dit artikel eist bij inschrijving voor het wervingsexamen de betaling van een recht van tweehonderd frank.

Een zodanig recht is een retributie in de zin van artikel 113 van de Grondwet en kan derhalve niet worden ingevoerd dan door of krachtens de wet. Dat heeft de Raad van State opgemerkt in zijn advies over het ontwerp (1) dat de wet van 29 maart 1953 betreffende de door de rijksbesturen ingerichte examens en vergelijkende examens geworden is.

De wet van 29 maart 1953 machtigde de Koning met zoveel woorden om "het bedrag van het inschrijvingsgeld" te bepalen voor alle "examens en vergelijkende examens door de rijksbesturen ingericht".

.../...

---

(1) Advies L. 2091/1 van 23 juni 1951 : Gedr. St. Kamer, zitting 1952-1953, nr. 35, blz. 2-3.

Van bij de invoering van een gemeenschappelijk statuut voor alle rijksambtenaren is de Vaste Wervingssecretaris belast met het organiseren van de examens voor de werving van die ambtenaren (oorspronkelijke tekst van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, artikel 36; koninklijk besluit van 20 januari 1939 houdende vaststelling van de werking en de bevoegdheid van het Vast Wervingssecretariaat, artikel 1). In een naderhand door de Regering tot stand gebrachte hervorming is aan de Vaste Wervingssecretaris - volgens meermaals gewijzigde regels - toegestaan de organisatie van bepaalde examens, met instemming van de betrokken minister, geheel of gedeeltelijk op te dragen aan de secretaris-generaal van het ministerie, aan de bestuurschef, aan de dienstchef (koninklijk besluit van 2 oktober 1937, artikel 21, achtereenvolgens gewijzigd bij de besluiten van 16 maart 1964, 17 september 1969 en 4 december 1975). Anderzijds heeft het koninklijk besluit van 8 januari 1973 tot vaststelling van het statuut van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel en het koninklijk besluit van 17 september 1969 betreffende de vergelijkende examens en examens georganiseerd voor de werving en de loopbaan van het rijkspersoneel toepasselijk verklaard op de ambtenaren van de instellingen welke het in artikel 1 opsomt. De aldus door verwijzing vastgestelde regels hebben tot gevolg dat aan de Vaste Wervingssecretaris bevoegdheid wordt gegeven voor het organiseren van de examens voor werving van de ambtenaren van de genoemde instellingen.

Wegens de veranderingen die zich hadden voorgedaan met betrekking tot de examens voor werving van het rijkspersoneel

.../...

enerzijds, van het personeel van sommige instellingen van openbaar nut anderzijds, heeft de wetgever een nieuwe wet in verband met het inschrijvingsgeld nodig geacht; dat is de wet van 5 december 1974 geworden betreffende het inschrijvingsgeld voor de examens en vergelijkende examens georganiseerd door de Vaste Wervingssecretaris.

Die wet heeft, zoals uit de parlementaire voorbereiding duidelijk blijkt, tot doel gehad rechtsgrond te verlenen aan het heffen van een inschrijvingsgeld voor deelneming aan een examen dat weliswaar door de Vaste Wervingssecretaris georganiseerd zou worden, maar dan met het oog op de werving voor een betrekking bij een instelling van openbaar nut, niet voor een betrekking bij een rijksbestuur (memorie van toelichting : Gedr. St. Senaat, zitting 1973-1974, nr. 53; verslag door de heer WYNINCKX uitgebracht namens de Commissie voor de Binnenlandse Zaken en het Openbaar Ambt : Gedr. St. Senaat, zitting 1973-1974, nr. 94; verslag door de heer COENS uitgebracht namens de Commissie voor de Algemene Zaken en het Openbaar Ambt : Gedr. St. Kamer, buitengewone zitting 1974, nr. 172/2).

Artikel 1 van de wet van 5 december 1974 luidt :

"Artikel 1.-

De Koning kan het deelnemen aan de examens en de vergelijkende examens georganiseerd door de Vaste Wervingssecretaris of door de overheid die hij daartoe machtigt afhankelijk stellen van een inschrijvingsrecht. Hij stelt het bedrag en de wijze van betaling van dit recht vast".

.../...

Uit hetgeen hiervoren is gezegd in verband met het bepalen van de overheid die tot het organiseren van wervingsexamens bevoegd is, kan worden afgeleid dat de wetgever van 1974, door zich uit te drukken zoals hij in het aangehaalde artikel heeft gedaan, zich gehouden heeft aan de regels die zijn vastgesteld sedert de hervorming van 1964 : in beginsel worden de wervingsexamens georganiseerd door de Vaste Wervingssecretaris, maar deze kan, met instemming van de betrokken minister, die taak opdragen aan de secretaris-generaal, aan de bestuurschef of aan de dienstchef.

De tekst van artikel 1 van de wet van 5 december 1974 luidt dus zo dat hij alleen doelt op de wervingsexamens die worden georganiseerd door de Vaste Wervingssecretaris of door de hoge ambtenaar die hij daartoe machtigt. Het aangehaalde artikel is dus niet van toepassing op het examen waarin het ontwerp voor de werving van gewestelijke ontvangers voorziet, aangezien de organisatie van het examen, in de regeling van het ontwerp, door de Koning rechtstreeks aan de provinciegouverneur wordt opgedragen (artikel 2 van het ontwerp).

Artikel 5 heeft derhalve geen rechtsgrond en moet vervallen.

.../...

Artikel 6 (dat artikel 4 wordt).

Het tweede lid zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"De aanvraag moet vergezeld gaan van een afschrift of een fotocopie van de diploma's of getuigschriften die voor de deelneming aan de examens vereist zijn; die afschriften en fotocopieën moeten door het gemeentebestuur voor eensluidend verklaard zijn".

Artikel 4 (dat artikel 5 wordt).

Het eerste lid zou beter als volgt worden geredigeerd :

"De examencommissie is samengesteld uit vijf leden :

1° de provinciegriffier, lid van rechtswege, voorzitter;

2° twee rijksambtenaren in actieve dienst, bekleed met een graad van ten minste rang 13, en twee hoogleraren in actieve dienst of in ruste, die aangewezen worden door de Minister van Binnenlandse Zaken, bijzitters".

Voorts dient te worden opgemerkt dat de leden van de examencommissie geen plaatsvervanger hebben.

Het tweede lid kan eenvoudiger als volgt geredigeerd worden, daar de materiële taken van de secretaris vanzelfsprekend zijn :

.../...

"De examencommissie wordt bijgestaan door een secretaris die door de voorzitter wordt aangewezen".

\+
\+ \+

De volgende bijzondere bepalingen worden onderzocht met inachtneming van de hiervoren gemaakte algemene opmerking B.

Artikel 7.

Dit artikel zou beter komen na artikel 8 van het ontwerp, dat betrekking heeft op de samenstelling van de examencommissie.

In het derde lid zijn de woorden "nemen deel" niet dienstig ter omschrijving van de rol van de drie commissieleden die zich, naar het schijnt, moeten uitspreken over het examengedeelte dat uit een onderhoud bestaat.

Artikel 8.

Deze bepaling zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Artikel ...

Geen lid van de commissie mag een beoordeling geven (of aan de beraadslaging deelnemen) wanneer de kandidaat hetzij zijn echtgenoot, hetzij een bloed- of aanverwant tot en met de vierde graad is".

.../...

Artikel 9.

De tweede volzin van het eerste lid schijnt tot doel te hebben te bepalen op welke wijze de in de eerste volzin bedoelde adviezen worden verstrekt.

De vraag is gewettigd in hoever dergelijke omstandige regels in het ontworpen koninklijk besluit thuis behoren.

Mocht dat niet de strekking van de bepaling zijn, dan zou deze op een minder dubbelzinnige wijze moeten worden geformuleerd.

Artikel 10.

Zoals de tweede volzin van dit artikel geredigeerd is, heeft hij een te beperkte draagwijdte. Een beter model voor de Franse tekst zou zijn artikel 11 van het besluit van de Vaste Wervingssecretaris van 17 december 1969. Voor het Nederlands wordt voorgesteld :

"Niemand anders krijgt er kennis van vóór de aanvang van de voordracht".

Artikel 12.

Het slot van dit artikel moet in de Franse tekst als volgt worden gelezen : "... par le Président qui, s'il échet ...".

.../...

Artikel 13.

Aan het slot leze men :

"Het toezichthoudend personeel handhaaft de orde en de stilte, en beijvert zich ...".

Artikel 20.

In het eerste lid leze men : "De examencommissie beslist ...".

Volgens het tweede lid kan het beoordelingswerk "worden stopgezet zodra een beoordelingscijfer dat tot uitsluiting leidt, is toegekend".

Die bepaling van het ontwerp zegt evenwel niet welke beoordelingscijfers voor de verschillende examengedeelten worden gegeven, noch volgens welke maatstaven een uitsluitingscijfer mag worden toegekend.

Zonder die verduidelijking lijkt dit lid nergens op te kunnen slaan.

Artikel 23.

In de Franse tekst van het derde lid moet het woord "toutefois" vervallen; er is immers geen tegenstelling tussen dit lid en het tweede.

.../...

Artikel 25.

Het eerste lid zou beter als volgt worden geredigeerd :

"Na een jaar stage zenden de arrondissements-commissaris of de arrondissementscommissarissen aan de gouverneur een met redenen omkleed verslag, samen met een gunstig of een ongunstig advies betreffende de benoeming in vast verband".

In het derde lid moet het woord "negatief" worden vervangen door "ongunstig".

Het vierde lid handelt over het ontslag, maar zegt niets over de reden. Die zeer algemene formulering kan moeilijkheden opleveren, b.v. in geval van ontslag wegens tekortkoming vóór het einde van de stage. Bedoelt de Regering wel degelijk alleen het ontslag op een beslissing waarbij benoeming op het einde van de stage geweigerd wordt, dan dient de bepaling als volgt te worden geredigeerd :

Ontslag op een beslissing waarbij benoeming in vast verband wordt geweigerd, moet worden voorafgegaan door een opzeggingstermijn van drie maanden ingaande de eerste van de maand volgend op die waarin bij een ter post aangetekende brief van het ontslag kennis gegeven is".

Artikel 26.

Dit artikel wordt beter als volgt geredigeerd, naar het voorbeeld van artikel 46 van het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel :

.../...

"Artikel 26.

Alvorens in dienst te treden legt de gewestelijke ontvanger in handen van de gouverneur de eed af in de termen, bepaald bij artikel 2 van het decreet van 20 juli 1831".

Artikel 27.

Het is de Raad van State niet duidelijk waarom van het gemeen recht wordt afgeweken wat betreft het tijdstip waarop het ontworpen koninklijk besluit in werking treedt.

La chambre était composée de

Messieurs : P. TAPIE, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

H. ROUSSEAU, conseillers d'Etat,
Ch. HUBERLANT, staatsraden,

P. DE VISSCHER, assesseurs de la section de législation,
C. DESCHAMPS, bijzitters van de afdeling wetgeving,

Madame : J. TRUYENS, greffier.
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. P. TAPIE.

Le rapport a été présenté par M. A. LOUIS, premier auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. TAPIE.

Het verslag werd uitgebracht door de H. A. LOUIS, eerste auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

J. TRUYENS. P. TAPIE.